

CHAPITRE IV :

Le Japon : transfert intersectoriel et maîtrise de l'inflation

Jusqu'en 1973, avec une croissance qui reste proche de 10%, l'économie japonaise occupe une place à part au sein des économies dominantes. Cette expansion soutenue est de plus rythmée par des cycles conjoncturels d'une ampleur peu familière aux pays européens. Dépendant presque totalement de l'extérieur pour son approvisionnement en matières premières, le Japon est tout à la fois le pays industriel qui a été le plus touché par la crise pétrolière et celui qui a réagi le plus promptement.

I — Bilan macroéconomique : 1960-1980

Comme cela a été fait pour les États-Unis on rappellera ici, à grands traits, les principales évolutions macroéconomiques des vingt dernières années. Celles-ci seront divisées en trois périodes¹ :

- les années 1960 à 1973, années de forte croissance au cours desquelles l'extérieur est d'abord perçu à travers la contrainte d'équilibre de la balance des paiements ;
- les années 1973 à 1975, marquées par l'explosion inflationniste qui suit le choc pétrolier et la mise en place d'un nouveau mode de régulation ;
- les années 1975 à 1980, enfin, où l'économie japonaise se stabilise sur un sentier de croissance modérée, les exportations prenant le relais de la demande interne.

1. 1960-1973 : contraintes extérieures et dynamisme interne

Tout au long de ces treize années la vive croissance de l'économie japonaise est tirée par une demande interne particulièrement dynamique. Au premier rang de celle-ci se situe la consommation. Cependant les mou-

1. A la différence des autres économies étudiées, les dates charnières choisies pour le Japon ne correspondent pas toutes à des périodes de haute conjoncture. Le caractère exceptionnel des années 1973 à 1975 imposait en effet de les isoler.

vements cycliques de l'investissement productif viennent rythmer les retournements qui marquent la période.

L'évolution cyclique du secteur manufacturier

Dans le cadre d'une croissance globale stable, se dessinent trois sous-périodes: 1960-1965, 1965-1970 et 1970-1973. Celles-ci correspondent aux fluctuations des taux de croissance et des régimes d'accumulation du secteur manufacturier (tableau IV.1. et graphique IV.2.).

TABLEAU IV.1. — Fluctuations cycliques de la croissance industrielle 1960-1973

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1960-1965	1965-1970	1970-1973
Valeur ajoutée*	11,9	16,7	10,2
Taux d'investissement*	- 7,9	7,7	- 9,6
Taux de profit	- 5,3	4,3	- 6,8

* prix constants 1975

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

Ces cycles s'expliquent par la « concurrence d'investissement » et la continuelle recherche de rendements croissants qui conduisent progressivement à une suraccumulation de capital, suivie d'une phase de pause de l'effort d'investissement². Ainsi C. Sautter décrit l'enchevêtrement de trois cycles vertueux qui conduisent à ce surinvestissement :

- les investissements créent les investissements ;
- l'investissement crée la consommation ;
- l'investissement crée l'exportation.

La structure financière et industrielle, le retard technologique du début des années soixante et l'importance des débouchés extérieurs du Japon ont permis à ces trois mécanismes de fonctionner pleinement. Ces cycles sont aussi liés à l'alternance de politiques économiques restrictives et de politiques plus accommodantes que mettent en place des autorités

2. Christian Sautter, *Japon: le prix de la puissance*, Seuil, 1973.

très attentives à l'équilibre des paiements extérieurs et à l'évolution de l'inflation³.

Sur l'ensemble de la période le secteur manufacturier fait preuve d'un dynamisme exceptionnel. Malgré des fluctuations cycliques non négligeables la productivité industrielle croît de près de 10 % par an entre 1960 et 1973 tandis que la croissance de la valeur ajoutée industrielle atteint 13,3 %. L'industrie, dont les effectifs progressent de 3,3 % par an, contribue ainsi pour plus de la moitié aux créations d'emplois de l'ensemble de l'économie (tableau IV.B.)⁴.

Ouverture croissante de l'économie japonaise

Tout au long des années soixante le poids du commerce extérieur dans le PIB demeure modéré comparé aux autres pays développés. Sa structure très asymétrique explique le rôle fondamental qu'exerce la contrainte extérieure au cours de cette période⁵. Dépourvus de ressources naturelles, les Japonais développent leurs exportations pour pouvoir importer: la part des exportations dans le PIB double en dix ans. Ils s'imposent trois règles de politique économique pour atténuer leur dépendance:

- n'importer que ce qui ne peut être produit localement: au cours de la période étudiée les importations manufacturières représentent moins de 30 % des importations de biens et services; les importations sont donc principalement complémentaires et inélastiques aux variations de prix;
- avoir une politique industrielle dynamique: les Japonais, contrairement à l'exemple allemand, recherchent une compétitivité par les prix plutôt que par la qualité des produits ce qui explique l'opposition obstinée du Japon à toute réévaluation⁶;
- surveiller l'équilibre de la balance des paiements et adopter, dès qu'apparaît un déficit, des mesures de freinage de la demande interne.

Cependant, C. Sautter souligne que cette contrainte extérieure s'est en fait renversée à partir de 1968⁷. Alors qu'elle avait des tendances au déficit, la balance des paiements japonaise devient structurellement excédentaire.

3. A. Boltho, *Japan: an economic survey 1953-1973*, Oxford University Press 1975 et C. Sautter, *op. cit.*

4. Les tableaux A à F sont regroupés à la fin de cette première partie du chapitre IV.

5. Chapitre I

6. *Spécialisation, compétitivité et change*, direction de la Prévision, 1981.

7. C. Sautter, «Croissance et stratégie internationales du Japon», *Économie et Statistiques*, février 1978.

Le rôle central du secteur non-manufacturier dans l'accélération de l'inflation

Au cours des années soixante, l'inflation est forte et va en s'accélégrant au Japon (tableau IV.2.): de 1960 à 1973 la croissance des prix à la consommation atteint 6,1 % par an alors qu'elle demeure inférieure à 5 % dans les quatre autres économies dominantes (tableau IV.C.).

Dans ce processus inflationniste, le secteur non-manufacturier joue un rôle moteur dès le début de la période. Le taux de progression de ses prix est environ deux fois plus élevé que pour le secteur manufacturier. Confrontés à une forte croissance des salaires réels qui intègrent la majeure partie des gains de productivité, les entrepreneurs des deux secteurs semblent ainsi avoir adopté des comportements différents. Alors que les entreprises du secteur non-manufacturier répercutent la quasi-totalité de l'augmentation du coût salarial dans leurs prix, celles de l'industrie limitent la progression de leurs prix en comprimant très nettement leurs marges particulièrement à l'exportation. Les termes de l'échange interne de l'industrie chutent ainsi de plus de 2,8 % par an.

Mais la faible croissance des prix à l'exportation ne dégrade pas pour autant les termes de l'échange externe, car le prix des importations bénéficie du mouvement de baisse relative du cours des matières premières et de l'énergie durant cette période. Au total, le commerce extérieur a incontestablement joué un rôle modérateur sur l'inflation, alors même que le taux de change nominal restait fixe.

TABLEAU IV.2. — Salaires réels, productivité et termes de l'échange

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1960-1965	1965-1970	1970-1973	1960-1973
Salairé réel manufacturier	5,5	8,7	8,7	7,4
Productivité manufacturière	7,6	12,6	8,4	9,7
Prix de la valeur ajoutée totale	4,9	5,9	7,0	5,7
Prix de la valeur ajoutée manufacturière	2,1	3,1	3,8	2,9
Prix à l'exportation	0,2	1,8	2,6	1,4
Prix à l'importation	0,2	1,9	4,2	1,7

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

En 1971, puis en 1973, le Japon est obligé de réévaluer sa monnaie (le dollar passe de 360 yens à 308 yens puis à 266 yens). Les chiffres laissent à penser que les exportateurs de produits manufacturés ont alors quelque peu comprimé leurs marges pour éviter de trop fortes pertes de compétitivité mais surtout que les importateurs n'ont pas entièrement

répercuté les baisses. On constate ainsi une hausse des termes de l'échange manufacturier après la réévaluation, alors que les termes de l'échange globaux baissent (tableau IV.2 et graphique IV.1).

GRAPHIQUE IV.1. — Termes de l'échange externe

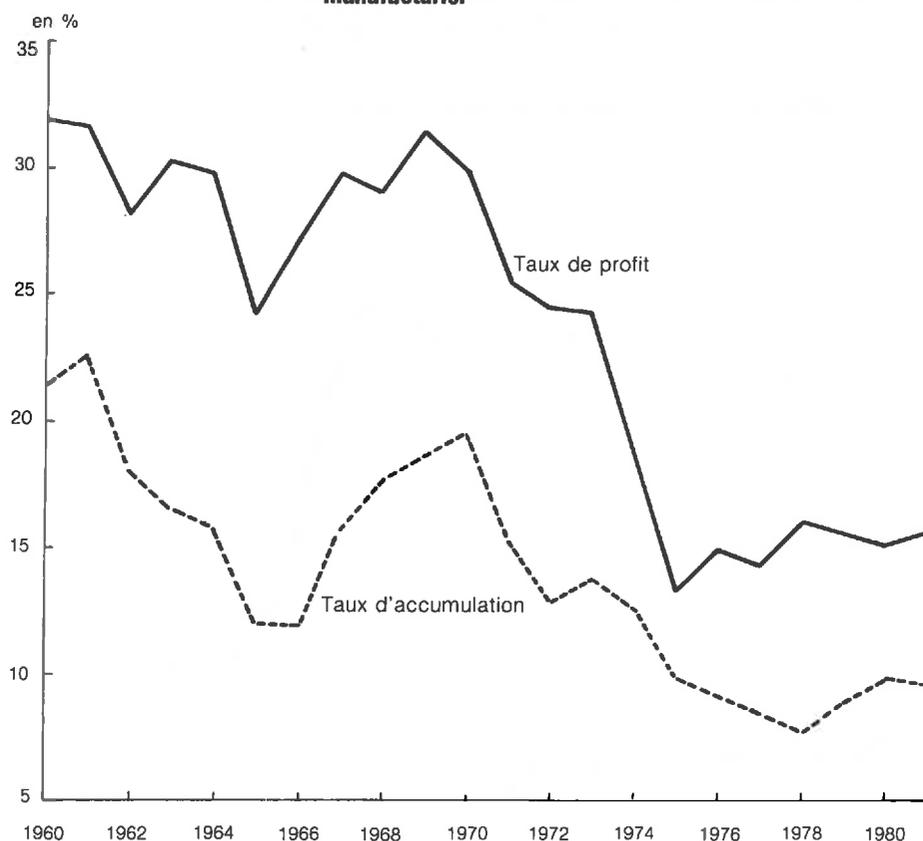


Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

Des taux de rentabilité et d'accumulation industriels encore très élevés

On a déjà longuement insisté sur l'aspect cyclique de l'accumulation qui rythme la croissance. Le graphique IV.2 montre que taux de rentabilité et taux d'accumulation connaissent des évolutions parallèles au cours de la période étudiée. Malgré ces évolutions très perturbées on peut considérer que le taux de rentabilité manufacturière se maintient à un niveau très élevé jusqu'à la fin des années soixante. La décomposition de ce taux

GRAPHIQUE IV.2. — Taux d'accumulation et taux de profit du secteur manufacturier



Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU IV.3. — Décomposition du taux de profit dans l'industrie manufacturière

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1980-1985	1985-1970	1970-1973	1960-1973
Part des profits dans la valeur ajoutée	-1,7	1,3	-4,4	-1,2
Productivité du capital	-3,3	2,4	-1,6	-0,7
Prix de la valeur ajoutée rapporté au prix de l'investissement	-0,6	0,7	-1	0,2
Taux de profit	-5,3	4,3	-6,8	-2,1

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest
Voir détail des calculs dans l'annexe 3

montre que toutes ses composantes progressent ou se dégradent simultanément (tableau IV.3). Sur la période 1970-1973, la dégradation du taux de rentabilité s'explique d'abord par des conditions de partage de la valeur ajoutée défavorables aux profits industriels. C'est l'accélération salariale du début des années soixante-dix, qui dépasse les progrès de productivité, et explique la chute de la part des profits dans la valeur ajoutée manufacturière.

Dans le secteur non-manufacturier, l'évolution de la part des salaires, et donc des profits, est plus stable grâce au faible écart entre prix à la consommation et prix de la valeur ajoutée. Le taux d'investissement de ce secteur ne connaît pas de brusques variations. En niveau, ce taux augmente régulièrement sur toute la période (graphique IV.3).

* *
*

GRAPHIQUE IV.3. — Taux d'investissement



Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

Au total, la période 1960-1973 correspond à l'apogée du mode de croissance japonais. Ce succès est le résultat du dynamisme du secteur manufacturier. L'industrie, grâce à un investissement massif, a connu un développement rapide qui, tout en bénéficiant, à l'emploi a permis de forts gains de productivité. Cette croissance de la productivité manufacturière joue un rôle central dans la dynamique interne de l'économie japonaise. Tout d'abord elle contribue à la modération des augmentations de prix industriels qu'accentue encore un net effort de marge à l'exportation. Ensuite ces gains de productivité sont partiellement transférés aux autres secteurs de l'économie. Les termes de l'échange interne de l'industrie se dégradent en effet durant ces treize années, d'autant plus que les prix du secteur non-manufacturier, moins productif et moins concurrencé, progressent rapidement.

La stabilité de la parité yen-dollar, qui prévaut jusqu'en 1971, et la dépréciation réelle des prix des matières premières ont permis au Japon de connaître les avantages d'une monnaie se dépréciant (gains de compétitivité à l'exportation) sans avoir à en payer le coût. Le Japon a ainsi pu résoudre de manière originale le dilemme compétitivité-termes de l'échange grâce à ses conditions d'ouverture spécifiques. Cependant le début des années soixante-dix qui voit la montée des pressions inflationnistes et le retournement des profits industriels, est marqué par deux réévaluations successives du yen. A la veille du choc pétrolier, les autorités, conscientes de l'ampleur des déséquilibres internes, viennent de mettre en place un plan de stabilisation.

2. 1973-1975 : une rapide réaction au choc pétrolier

Si l'ensemble de l'économie est fortement touché par le choc pétrolier, c'est l'industrie qui est la plus atteinte. La valeur ajoutée manufacturière chute de 3 % par an entre 1973 et 1975 alors qu'elle croissait de 13,3 % par an entre 1960 et 1973. L'évolution de l'investissement productif manufacturier en est le principal responsable puisqu'il baisse de 9,3 % l'an en moyenne.

Bien au-delà du seul secteur concurrencé c'est l'ensemble de l'investissement productif de l'économie japonaise qui s'effondre au lendemain du premier choc pétrolier (-1,2 % l'an en moyenne). L'importance de celui-ci dans le PIB, plus de 20 % contre environ 10 % aux États-Unis, explique que ce phénomène ait largement contribué au ralentissement de l'activité.

Le secteur public exerce un important rôle de soutien de la demande et crée des emplois à un rythme de 3,2 % l'an en moyenne (tableau IV.B). Ainsi les dépenses gouvernementales ont-elles augmenté de 1,2 %, à prix constants, au cours de la période.

Malgré une réduction massive de ses effectifs, l'industrie connaît alors une disparition quasi totale de ses gains de productivité du travail par tête. Cependant l'ajustement s'est opéré en premier lieu par la réduction de la durée du travail hebdomadaire et la suppression des heures supplémentaires (tableau IV.4).

TABLEAU IV.4. — Productivité par tête, horaire, et durée du travail dans l'industrie manufacturière

	1960-1973	1973-1975
Productivité par tête	9,7	0,3
Productivité horaire	10,5	3,1
Durée du travail hebdomadaire	- 1,0	- 3,5
Durée du travail annuelle	2,3	- 6,0

Sources : Bureau of Labor Statistics et CÉPII — Base Sachem-Ouest

Le Japon premier importateur d'énergie du monde, a rapidement pris des mesures pour réduire sa consommation de pétrole et pour restructurer ses exportations, délaissant les industries lourdes et développant les branches mécaniques⁸. La dégradation du solde de la balance des paiements a entraîné une dépréciation du yen.

L'inflation importée est bien sûr très forte. Les prix à l'importation augmentent de 33 % par an, le prix du PIB de 14 % et le prix à la consommation de 16,6 %. Mais la modification des termes de l'échange n'est pas la seule cause de l'inflation. En effet, le premier choc pétrolier intervient dans une période de surchauffe ainsi, l'accroissement des salaires nominaux atteint 21,6 % en 1973, et des mesures restrictives de politique monétaire prises au cours du printemps 1973 précèdent la crise pétrolière. Le taux de croissance des salaires réels fléchit dès 1974, mais, compte-tenu de l'évolution de la productivité, ce ralentissement n'empêche pas une forte croissance de la part des salaires dans la valeur ajoutée (graphique IV.4). Les différentiels de productivité et de salaires restant très faibles entre les deux secteurs, c'est le comportement de marge qui explique la chute du prix relatif de la valeur ajoutée industrielle.

Cette déformation du partage de la valeur ajoutée entraîne une forte chute des taux de profit, surtout dans le secteur manufacturier (« profits squeeze »). Les salaires augmentent plus que ne le permettent les gains de

8. *Économie mondiale : la montée des tensions, op. cit.*, chapitres I et III ; *Études économiques* : le Japon, juillet 1980, OCDE.

GRAPHIQUE IV.4. — Part des salaires dans la valeur ajoutée*



* Corrigée de la salarisation croissante
 Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

productivité. Cette augmentation n'est pas entièrement répercutée dans les prix de production et les profits s'effondrent.

Cette évolution, cumulée avec le brusque ralentissement de la productivité du capital et la déformation des prix relatifs explique la chute du taux de rentabilité et celle de l'investissement productif (graphiques IV.2 et IV.3) que connaît le secteur manufacturier (tableau IV.E).

* * *

La forte chute de taux de croissance et l'effort remarquable de restructuration de ses échanges commerciaux ont permis au Japon de rééquilibrer sa balance courante très rapidement. Mais ces deux années

correspondent en fait à une transformation profonde du mode de régulation au Japon: un nouveau mode de formation des salaires est mis en place, après la cassure brutale de la progression du pouvoir d'achat à partir de 1974. Les relations entre les deux secteurs sont aussi modifiées, le secteur non-manufacturier absorbant la main d'œuvre disponible libérée par la diminution des effectifs industriels.

3. 1975-1980 : adaptation à la croissance ralentie

La productivité manufacturière retrouve son dynamisme

Après le premier choc pétrolier, le Japon ne connaît plus des taux de croissance comparables aux 10 % des années soixante. Ce ralentissement trouve son origine principalement dans le secteur manufacturier (tableau IV.A) et correspond à une diminution de la contribution des facteurs internes à la croissance, alors que les éléments externes exercent un rôle important. L'investissement logement et la consommation des ménages sont durablement freinés ; le taux de croissance annuel moyen de celle-ci passe de 8,7 % entre 1960 et 1973 à 3,7 % entre 1975 et 1980. On comprend ainsi les difficultés que rencontre l'économie japonaise lors de la contraction des échanges internationaux au début des années quatre-vingts.

Le secteur manufacturier réagit à ce ralentissement en limitant la création d'emplois au maximum, ce qui lui permet de conserver un taux de croissance de sa productivité comparable au taux antérieur. Son dynamisme lui permet ainsi d'accroître sa part dans le volume de la valeur ajoutée totale, tandis que la part de l'emploi manufacturier fléchit. Comme le rythme de création d'emplois pour l'ensemble de l'économie reste identique (1,3 % par an), la main d'œuvre est absorbée par le secteur non-manufacturier et l'administration.

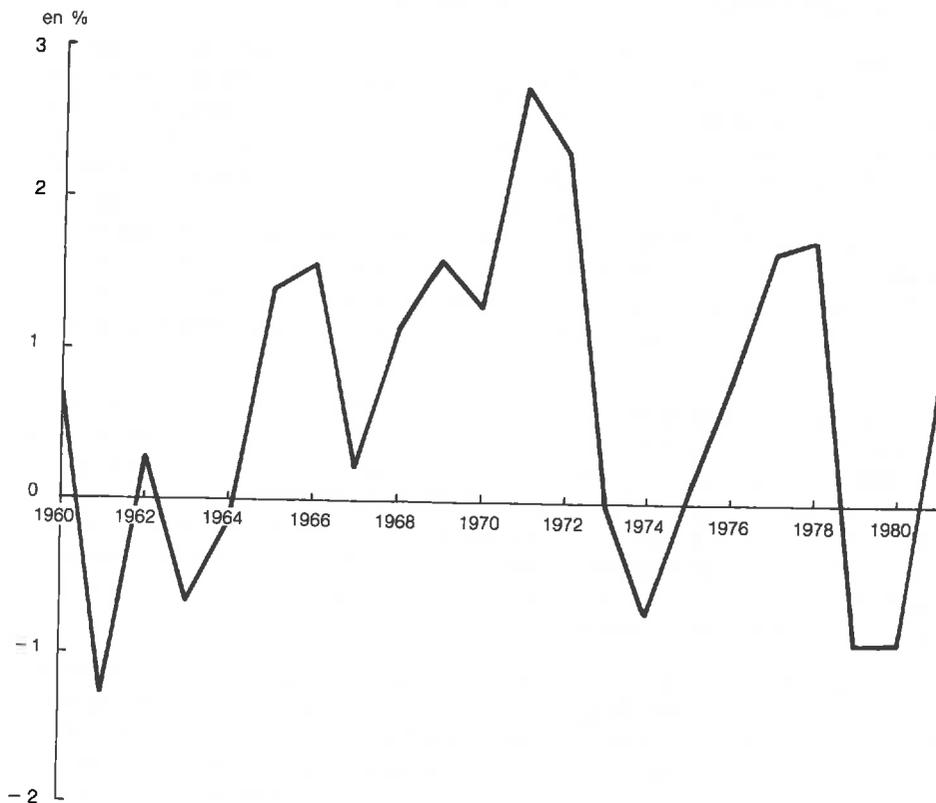
Dès 1975, le Japon a résolu son problème de facture énergétique comme le montre le graphique IV.5. Mais il poursuit son effort à l'exportation et dégage ainsi des excédents de plus en plus importants de 1975 à 1978 malgré l'appréciation du yen. Le second choc pétrolier n'a pas d'effets aussi violents que le premier. Cependant la dégradation de la balance des paiements entraîne une dépréciation du yen d'octobre 1978 à novembre 1979.

Des gains de pouvoir d'achat beaucoup plus faibles

Passé le choc pétrolier, l'inflation retrouve son rythme d'avant 1970: le prix à la consommation augmente en moyenne de 6,2 % par an (tableau IV.C). Mais le Japon ne bénéficie plus d'une amélioration de ses termes de l'échange externe et c'est grâce à une baisse relative des prix du

secteur manufacturier que l'inflation ne se développe pas. En effet, on assiste à un brusque ralentissement de la progression des salaires réels qui deviennent beaucoup plus sensibles à l'évolution du taux de chômage alors même que les gains de productivité dans l'industrie se redressent. Par conséquent, les coûts en travail baissent dans le secteur manufacturier de 0,9 % par an en moyenne, alors qu'ils augmentent de 5,4 % annuellement dans le secteur non-manufacturier.

GRAPHIQUE IV.5. — Solde de la balance des paiements courants rapporté au PIB



Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

On assiste ainsi à une érosion du prix relatif de la valeur ajoutée industrielle qui, si elle se stabilise par rapport aux deux années de crise pétrolière, est en nette accélération par rapport aux tendances précédentes. Comme on l'a vu dans le chapitre II le Japon se distingue ici fortement des autres économies dominantes qui toutes voient les termes de l'échange interne de l'industrie s'améliorer dans la récession.

Rentabilité et accumulation industrielles

Pour la première fois, taux d'accumulation et taux de rentabilité n'évoluent pas de façon parallèle ; en fait, l'investissement japonais apparaît au cours de cette période beaucoup plus sensible à l'utilisation des capacités de production qu'à l'évolution du taux de rentabilité. On peut distinguer deux sous-périodes :

— de 1975 à 1978, la productivité manufacturière connaît à nouveau ses taux de croissance antérieurs. Par contre, la progression du salaire réel reste faible. Le mouvement de prix relatifs toujours défavorable au secteur manufacturier ne compense pas l'écart entre salaires réels et productivité, la part salariale dans le secteur manufacturier baisse (—1,6 % par an de 1975 à 1978). La croissance manufacturière étant repartie, la productivité du capital augmente⁹. Ces deux éléments contribuent à un accroissement annuel du taux de rentabilité de 7,5 % sur cette sous-période. Le niveau de ce taux n'a cependant rien à voir avec les niveaux de la décennie soixante. Pourtant, l'investissement manufacturier ne repart pas et le taux d'investissement chute de 12 % par an, car la sous-utilisation des capacités de production limite les besoins d'investissement. Mais il faut noter que même avec un ralentissement de l'investissement (graphique IV.3) comparable à celui du premier choc pétrolier, le niveau du taux d'investissement demeure supérieur à celui des grandes économies occidentales (autour de 15 %) ;

— de 1978 à 1980, l'économie japonaise connaît d'abord un retournement de l'évolution du yen, puis est frappée par le second choc pétrolier. La poursuite de la baisse tendancielle des termes de l'échange interne est néfaste pour les profits manufacturiers et induit une chute du taux de rentabilité de 7,8 % par an entre 1978 et 1980. L'investissement manufacturier repart alors que l'investissement non-manufacturier se ralentit (3,6 % par an au lieu de 7,1 % entre 1975 et 1978). C'est ici encore l'évolution du taux d'utilisation des capacités de production qui explique celle de l'investissement.

* *
*

En conclusion, après le premier choc pétrolier, le Japon voit se réduire les écarts qui, en termes macroéconomiques, le différenciaient des autres économies dominantes. Sa croissance est durablement réduite alors que l'exceptionnelle rentabilité de son industrie manufacturière, et l'effort massif d'investissement qui l'accompagnait, convergent vers le

9. Cette évolution de la productivité du capital dans l'industrie cache des différences structurelles importantes — Voir l'article de L. De Mautort dans *Économie prospective internationale* n° 15, 3^e trimestre 1983.

niveau moyen des cinq grands. Les phénomènes cycliques qui rythmaient l'accumulation et la croissance avant 1973 semblent avoir disparu. Les équipements sous-utilisés tendent ainsi à voir leur durée de vie s'accroître tandis que la corrélation profit-investissement se distend.

La stratégie du Japon s'est profondément modifiée après le premier choc pétrolier. Dans une phase de croissance ralentie, la faible progression du pouvoir d'achat des salaires alors que les gains de productivité restent importants, permet de modérer l'inflation, mais interdit à la consommation d'être un élément moteur de la croissance. Le Japon opte ainsi pour un mode de développement plus centré sur les exportations.

4. Conclusion

Au cours de ces deux décennies, le Japon a fait preuve de capacités d'adaptation remarquables. Après la récession de 1974-1975, le gouvernement et le patronat japonais ont su faire accepter les nouvelles modalités de la croissance : compression des effectifs du secteur manufacturier, remontée de la durée hebdomadaire du travail, ralentissement des gains de pouvoir d'achat (quand ce n'est pas même une baisse comme en 1980).

Cette évolution pose trois problèmes :

— le premier provient de l'environnement international du Japon. Après deux années de remarquables réussites à l'exportation (1980 et 1981), le Japon a enregistré en 1982 une baisse de ses exportations (8,7 % par rapport à 1981). L'économie japonaise souffre de la stagnation du commerce mondial et des mesures protectionnistes prises par plusieurs de ses partenaires. Malgré un redressement de la demande intérieure — la consommation des ménages a été le principal soutien de l'activité en 1982 — le rythme de croissance japonais s'infléchit régulièrement depuis 1980. Les partenaires commerciaux du Japon exercent des pressions pour que celui-ci réduise ses excédents chroniques en ce qui concerne les produits manufacturés. Dans un contexte de moindre croissance mondiale, il paraît difficile que le Japon puisse compter sur les facteurs externes pour retrouver un taux de croissance voisin de ceux de la période 1975-1980 ;

— le deuxième problème vient d'une possible remise en cause des relations sociales actuelles, fondement de la réussite du modèle japonais. De nombreux économistes s'interrogent sur une éventuelle occidentalisation du système socio-économique japonais¹⁰. Par ailleurs l'évolution démogra-

10. Débat résumé dans H. Rouilleault, « Coût salarial et compétitivité de l'industrie japonaise », décembre 1981, ministère de l'Économie et des Finances — Agence financière pour l'Asie ; voir aussi le chapitre VI de ce numéro.

prique du Japon, est un facteur déstabilisant que les planificateurs japonais prennent très au sérieux;

— enfin, l'importance des déficits publics et la remise en cause des modalités d'intervention de l'État constituent le troisième point. Le départ de M. Suzuki, qui avait proclamé l'état d'urgence pour les finances publiques en septembre 1982, son remplacement par M. Nakazone, n'ont pas modifié les données du problème. La part de secteur public dans le PIB est nettement moins élevée au Japon (les recettes courantes du secteur public représentaient 28,2 % du PIB en 1980) que dans les autres économies occidentales mais le poids relatif du déficit public est beaucoup plus fort. Le budget public, équilibré jusqu'au premier choc pétrolier n'a cessé de se dégrader depuis, sous l'effet des politiques expansionnistes menées pour soutenir l'activité (tableau IV.5).

TABLEAU IV.5. — Part du besoin de financement dans le PIB

1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
2,7 %	3,7 %	3,8 %	5,5 %	4,8 %	4,2 %	3,8 %

Sources: OCDE et direction de la Prévision pour 1981

L'ampleur du déficit public, oblige le gouvernement à adopter une orientation plus restrictive pour sa politique budgétaire. Le fléchissement des taux de croissance japonais en limitant les ressources budgétaires ne fait qu'aggraver la situation. Ce changement de politique suscite d'importants débats entre le MITI et l'EPA d'une part, partisans d'une politique de relance traditionnelle permettant de retrouver sur le marché intérieur la source de la croissance, et le gouvernement d'autre part, plus soucieux de la réduction du déficit budgétaire.

TABLEAU IV.A. — Croissance, productivité et accumulation au Japon

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Valeur ajoutée				
— Secteur manufacturier	13,3	— 3,0	9,7	6,6
— Secteur non-manufacturier	9,8	1,1	4,1	1,5
Investissement				
— Secteur manufacturier	10,4	— 9,3	4,7	3,1
— Secteur non-manufacturier	15,0	— 3,7	5,3	11,3
Productivité du travail				
— Secteur manufacturier	9,7	0,3	9,2	5,3
— Secteur non-manufacturier	9,1	0,5	2,5	1,0
Stock de capital				
— Secteur manufacturier	14,2	7,7	4,6	5,9

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU IV.B. — L'emploi au Japon

	1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Secteur manufacturier				
— Taux de croissance annuel moyen en %	3,3	— 3,3	0,4	1,2
— Flux annuel moyen en milliers	406	— 494	61	181
Secteur non-manufacturier				
— Taux de croissance annuel moyen en %	0,6	0,5	1,5	0,4
— Flux annuel moyen en milliers	208	201	588	179
Administrations				
— Taux de croissance annuel moyen en %	2,5	3,2	2,1	1,7
— Flux annuel moyen en milliers	9	141	99	85
Total				
— Taux de croissance annuel moyen en %	1,4	— 0,3	1,3	0,7
— Flux annuel moyen en milliers	706	— 150	748	445

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU IV.C. — L'inflation au Japon

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Prix de la valeur ajoutée				
— Secteur manufacturier	2,9	9,2	0,4	1,3
— Secteur non-manufacturier	5,9	15,5	5,4	3,0
Prix de la consommation	6,1	16,6	6,2	4,8
Prix à l'exportation				
— Secteur manufacturier	0,9	17,4	2,6	n.d.
Prix à l'importation				
— Secteur manufacturier	0,3	16,3	4,4	n.d.
Prix à l'exportation				
— Total	1,4	14,8	1,0	0,7
Prix à l'importation				
— Total	1,7	32,9	8,0	1,0
Salaires par tête				
— Secteur manufacturier	14,0	19,5	8,3	7,3
— Secteur non-manufacturier	14,7	20,1	7,9	7,1
Taux de chômage**	1,2*	1,7	2,1	2,2

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

* 1965-1973

** niveau moyen

TABLEAU IV.D. — Décomposition des termes de l'échange interne au Japon

(taux de croissance annuels moyens, en %)

	1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Salaires relatifs $W1-W2$	-0,7	-0,5	0,4	0,2
— Productivité relative (PRÔD1-PRÔD2)	-0,5	+0,2	-6,5	-4,2
+ Marge relative . . . MÔ1-MÔ2	-1,7	-5,2	1,1	2,1
Prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière $PY1-PY2$	-2,8	-5,5	-4,7	-1,8

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3

TABLEAU IV.E. Décomposition du partage de la valeur ajoutée et du taux de profit dans le secteur manufacturier au Japon

(taux de croissance annuels moyens, en %)

		1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Salaire réel	$W1-\dot{P}C$	7,4	2,5	2,0	2,4
— Productivité du travail	$-\dot{P}R\dot{O}D1$	-9,7	-0,3	-9,2	-5,3
+ Prix relatif de la consommation	$+(\dot{P}C-\dot{P}Y1)$	3,1	6,8	5,8	3,6
+ Terme correctif	$-(VA\dot{I}CF-(PY1.Y1))$	0,0	-0,8	-0,5	-0,2
Part des salaires dans la valeur ajoutée	$PS1$	1,0	9,0	-0,7	1,0
Part des profits dans la valeur ajoutée	$PR\dot{O}1-VA\dot{I}CF$	-1,2	-14,4	1,6	-2,0
+ Productivité du capital	$+(Y1-K1)$	-0,7	-10,0	4,8	0,7
— Prix relatif de l'investissement	$+(\dot{P}Y1-\dot{P}I)$	-0,2	-4,1	-3,2	4,8
+ Terme correctif	$+(VA\dot{I}CF-(PY1.Y1))$	0,0	0,8	0,5	0,2
Taux de profit	$TP\dot{R}O1$	-2,1	-26,0	2,5	3,2

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest
Voir le détail des calculs dans l'annexe 3

TABLEAU IV.F. — Décomposition du partage de la valeur ajoutée dans le secteur non-manufacturier au Japon

(taux de croissance annuels moyens, en %)

		1960-1973	1973-1975	1975-1980	1980-1981
Salaire réel	$W2-\dot{P}C$	8,2	3,0	1,7	2,2
— Productivité du travail	$-\dot{P}R\dot{O}D2$	-9,1	-0,5	-2,5	-1,0
+ Prix relatif de la consommation	$+(\dot{P}C-\dot{P}Y2)$	0,2	0,9	0,8	1,7
+ Terme correctif	$(VA\dot{I}CF-(PY2.Y2))$	0,3	-0,2	-0,1	0,2
Part des salaires dans la valeur ajoutée	$PS2$	-0,3	3,2	0,0	2,7

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest
Voir le détail des calculs dans l'annexe 3

II — Les enseignements d'un modèle de simulation

1. Présentation de quelques variantes

Comme dans le chapitre précédent consacré aux États-Unis, on présente ici les résultats de simulations variantielles effectuées avec le modèle construit pour l'économie japonaise. On évalue ensuite les arbitrages qu'impose au Japon le choix entre une croissance tournée vers la demande intérieure et une croissance tirée par la demande externe.

L'impact des mouvements du taux de change

Les résultats de la simulation d'une dépréciation du yen de 5 % par an sont présentés dans le tableau IV.G (1^{re} variante).

L'impact d'une variation de change est très particulier du fait de l'asymétrie de la structure du commerce extérieur japonais. La croissance est durablement favorisée. Tout d'abord les exportations sont très sensibles aux gains de compétitivité et représentent une part importante de la valeur ajoutée manufacturière. Les entreprises bénéficient largement de la rente de dévaluation. Ensuite les augmentations de salaires réels provoquées par les gains de productivité du secteur manufacturier et les importantes créations d'emplois dans ce secteur exercent un effet de relance sur la consommation des ménages. Dans un premier temps, ce sont donc les facteurs externes de la croissance qui favorisent la relance. Mais, contrairement au cas des États-Unis, ces effets sont durables. D'autre part, les éléments internes, principalement la consommation, prennent le relais.

C'est la modération de l'inflation qui explique en partie ces deux effets. L'économie japonaise étant relativement peu ouverte, les entreprises du secteur manufacturier ne sont pas incitées à augmenter leurs marges sur le marché national. De plus, l'inflation importée ne dégénère pas en inflation interne, car l'emploi est relativement inerte et la relance de l'économie conduit, dès le début, à des gains de productivité dans les deux secteurs.

L'accroissement des coûts unitaires est donc limité et de même ampleur pour l'ensemble de l'économie. Ainsi les gains de compétitivité-prix ne sont pas entièrement détruits par un dérapage inflationniste à moyen terme.

TABLEAU IV.G. — Variantes réalisées avec le modèle Japon

(écarts au compte de référence, en %)

Variantes	Période	Taux de croissance moyen sur cinq ans										Niveau moyen sur cinq ans														
		Valeur ajoutée (en volume)		Consommation (en volume)		Investissement (en volume)		Commerces extérieurs (en volume)		Productivité du travail		Salaires réels		Prix de valeur ajoutée		Solde extérieur/PIB		Taux de change		Taux d'util. cap. prod.		Part des salaires ajoutés dans la valeur ajoutée		Taux de profit		
		Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Exp.	Imp.	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Vo- lume	Va- leur	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	
Dépréciation tendancielle du taux de change de 5% par an	0-5	1,8	0,8	0,3	3,1	0,8	3,9	-2,3	0,8	0,7	0,4	0,4	1,1	1,2	0,5	1,3	0,1	2,2	-0,5	0,5	2,2	-0,5	0,5	0,7	0,7	1,8
	5-10	2,4	1,8	1,9	0,5	1,8	3,9	-1,8	0,8	1,1	2,1	2,1	2,2	1,7	2,0	3,6	0,8	6,5	2,0	2,7	6,5	2,0	2,7	0,3	0,3	8,4
Hausse du rythme de croissance de la productivité manufacturière de 1% par an	0-5	+0,0	-0,0	-0,1	0,5	-0,0	0,2	0,2	0,7	-0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	0,1	+0,0	0,04	-0,1	-1,0	-0,1	-1,0	-0,1	0,4	0,4	1,6
	5-10	0,1	-0,1	-0,4	1,8	-0,1	0,7	1,1	1,0	-0,0	-0,8	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	0,5	0,2	0,14	-0,7	-4,5	-0,9	-4,5	-0,9	1,6	1,6	1,6
Hausse du rythme de création d'emplois non manufacturiers de 1% par an	0-5	0,1	0,3	0,8	-2,2	0,3	-0,8	1,4	+0,0	-0,7	1,0	1,0	1,3	0,4	1,8	-0,4	-0,1	-0,2	0,5	3,1	1,7	0,5	3,1	1,7	-1,8	-1,8
	5-10	-0,1	0,7	2,0	-7,1	0,7	-2,7	5,0	-0,0	-0,5	2,8	2,8	3,0	2,0	3,9	-2,5	-0,9	-0,8	4,3	14,4	7,3	14,4	7,3	-8,4	-8,4	-8,4
Hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB de 1%	0-5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	-0,1	0,9	0,1	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,1	-0,4	-0,4	0,06	0,7	-0,2	-0,1	0,7	-0,2	-0,1	0,4	0,4
	5-10	+0,0	0,2	0,5	-1,3	0,2	-0,4	0,9	0,1	-0,0	0,7	0,7	0,5	0,3	0,7	-0,8	-0,6	-0,1	0,7	2,4	0,9	0,7	2,4	0,9	-1,0	-1,0
Hausse du rythme de croissance de la demande internationale de 1% par an	0-5	0,4	0,3	0,3	0,8	0,3	0,9	0,7	0,1	0,2	0,2	0,2	+0,0	0,2	-0,0	0,2	0,2	-0,02	0,8	-0,3	-0,1	0,8	-0,3	-0,1	0,3	0,3
	5-10	0,4	0,5	0,6	-0,1	0,5	0,7	1,1	0,2	0,3	0,6	0,6	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	-0,12	1,1	0,7	0,4	1,1	0,7	0,4	0,0	0,0
Baissa du taux de croissance des salaires manufacturiers de 1% par an	0-5	-0,0	-0,2	-0,5	1,3	-0,2	0,5	-0,9	+0,0	-0,1	-0,9	-0,9	-0,8	-0,4	-0,8	0,3	0,1	0,0	-0,3	-2,2	-0,9	-0,3	-2,2	-0,9	1,0	1,0
	5-10	0,1	-0,2	-0,6	1,7	-0,2	0,9	-1,8	+0,0	-0,0	-1,0	-1,0	-0,8	-0,7	-1,0	1,1	0,5	0,0	-2,0	-5,8	-2,8	-5,8	-2,8	2,3	2,3	2,3

Annexe 1, pour le mode de calcul des écarts et la réalisation des variantes
 secteur 1 : secteur manufacturier
 secteur 2 : secteur non manufacturier

L'évolution des termes de l'échange interne est favorable à l'industrie les premières années : celle-ci augmente légèrement ses marges à l'exportation, la dévaluation ayant desserré la contrainte de compétitivité, et d'autre part la forte tension sur les capacités de production exerce un effet inflationniste sur les prix de production manufacturière. Puis, le mouvement se renverse face à un dérapage inflationniste d'origine salariale, les entreprises ont plus de difficultés à maintenir leurs marges dans l'industrie que dans le reste de l'économie.

TABLEAU IV.6. — Évolution des marges

(écarts au compte de référence en %)

	0-5 ans	5-10 ans
Marges du secteur manufacturier	0,3	- 1,9
Marges du secteur non-manufacturier	- 0,3	- 1,3

Le mouvement se retrouve dans l'évolution des profits qui subissent l'effet du retournement des prix relatifs et se réduisent à moyen-long terme.

En définitive l'industrie japonaise profite sans conteste d'une dépréciation de sa monnaie, grâce à l'amélioration de sa compétitivité et des termes de l'échange interne. Les gains de productivité sont importants, l'inflation est modérée, et l'investissement suit le mouvement positif des profits et de la croissance. Le secteur non-manufacturier bénéficie aussi de cette dépréciation, essentiellement par les effets de relance liés à la hausse de la consommation.

Entre 1960 et 1970, le Japon a connu une dépréciation réelle de sa monnaie de 1,8 % par an en moyenne alors que son taux de change nominal s'appréciait de 0,8 %¹¹. Mais il faut, en fait, tenir compte du mouvement tendanciel de baisse du prix de l'énergie, c'est-à-dire pour le Japon d'une fraction essentielle de ses prix à l'importation. A la dégradation des termes de l'échange industriels qui chutent de 0,9 % par an entre 1960 et 1970, s'oppose ainsi une stabilité des termes de l'échange totaux.

Pour éclairer ce point, on peut réaliser une variante combinant une dépréciation du yen de 5 % avec une baisse tendancielle du prix relatif de l'énergie de même ampleur. Du fait de la structure particulière des importations japonaises, l'inflation importée est quasi nulle. Le ballon d'oxygène

11. Les taux de change effectifs et réels sont définis dans le chapitre II.

que représente la dévaluation pour l'industrie japonaise est plus important que dans la variante initiale.

Il importe de noter que le coût en inflation d'une amélioration des profits manufacturiers est alors nettement réduit dans la mesure où les termes de l'échange ne sont pas affectés, par hypothèse, par la dévaluation. Ainsi, au cours des cinq premières années à 1 % d'inflation supplémentaire correspond un accroissement de 0,6 points du taux de profit manufacturier, dans le cas de la seule dévaluation, alors que celui-ci atteint ici 2 points (tableau IV.G).

TABLEAU IV.7. — Changements engendrés par une dévaluation entretenue de 5 %
(en %)

	Secteur*	Variante de base		Dévaluation combinée avec une baisse de prix de l'énergie	
		0-5 ans	5-10 ans	0-5 ans	5-10 ans
Niveau moyen :					
— Taux de profit	1	0,7	0,3	1,6	1,3
Taux de croissance annuels moyens.					
— Valeur ajoutée	1 + 2 + 3	1,0	2,0	1,4	2,6
— Valeur ajoutée	1	1,8	2,4	2,0	2,9
— Consommation		0,3	1,9	0,7	2,8
— Exportations	1	3,9	3,9	4,1	3,9

* 1 : secteur manufacturier ; 2 : secteur non manufacturier ; 3 : administration.

Le modèle indique donc que c'est surtout les premières années que le secteur manufacturier bénéficie d'une dévaluation accompagnée d'une baisse des prix de l'énergie, grâce à la modération de l'inflation et à la déformation plus importante des termes de l'échange interne. La relance, plus soutenue, profite à l'ensemble de l'économie par le relais de la consommation.

Depuis 1971, le yen a connu d'amples fluctuations. La tendance à l'appréciation de la monnaie japonaise a ainsi été interrompue à trois reprises : du premier trimestre 1973 au 1^{er} trimestre 1975, du 3^e trimestre 1978 au 1^{er} trimestre 1980, et enfin du 1^{er} trimestre 1981 au 3^e trimestre 1982¹². Les deux premières dépréciations du yen correspondent aux deux

12. Taux de change effectif par rapport à l'ensemble des monnaies — Données trimestrielles OCDE.

chocs pétroliers et sont une conséquence de la dégradation du solde de la balance des paiements. Compte tenu de la brutalité et de la fréquence de ces retournements, il semble difficile de faire jouer au yen un rôle central dans l'explication de la croissance japonaise au cours de la décennie soixante-dix. On peut simplement confirmer qu'une dépréciation du yen est à court-moyen terme favorable à la croissance et aux profits de l'industrie et que par contre une appréciation de cette monnaie entraîne une déformation des prix relatifs profitable au secteur non-manufacturier.

TABLEAU IV.8. — Comparaison de l'inflation, du change et des termes de l'échange

	1970-1973	1973-1975	1975-1978	1978-1980
— Prix à la consommation	7,5	16,6	6,9	5,2
— Termes de l'échange interne	-3,0	- 5,5	-4,8	- 4,5
— Termes de l'échange externe	-1,6	-18,1	1,8	-23,5
Change réel* :				
— Taux de croissance	11,1	0,3	5,1	-14,9
— Niveau moyen	108,3	140,3	137,8	148,2
Change nominal* :				
— Taux de croissance	6,0	-4,8	12,1	-5,6
— Niveau moyen	104,1	115	115	146

* Taux de change effectif

Sources: CEPII — Base Sachem-Ouest et OCDE pour les taux de change nominaux et réels

Productivité manufacturière, croissance et inflation

On a vu, qu'au cours des deux dernières décennies, l'économie japonaise se caractérisait par de forts gains de productivité dans le secteur manufacturier, aussi bien avant qu'après le second choc pétrolier.

En simulant une hausse de 1 % de la productivité manufacturière on essaye de préciser le rôle de cette variable macréconomique (tableau IV.G, 2^e variante).

La variante montre qu'en fait, une hausse de productivité manufacturière induit des effets volume faibles, et est une arme à double tranchant. La productivité manufacturière est d'abord un facteur désinflationniste: malgré la lenteur de l'ajustement de l'emploi les coûts unitaires baissent. Les entreprises japonaises améliorent ainsi leur situation sur les marchés internationaux et la balance commerciale s'accroît en valeur et en volume.

Mais cette désinflation est accompagnée d'un fléchissement de la demande interne. La baisse des salaires réels, induite par l'augmentation

du chômage fait chuter la consommation et entraîne dans ce mouvement l'activité toute entière. Seul l'investissement manufacturier résiste grâce aux gains de productivité qui améliorent surtout la rentabilité dans ce secteur.

Enfin, les termes de l'échange interne, après avoir été défavorables à l'industrie du fait de la baisse plus rapide des coûts salariaux dans ce secteur, se stabilisent. Ceci n'empêche pas les profits du secteur non-manufacturier d'augmenter. Ils bénéficient de la baisse des salaires réels, très forte au cours de la seconde période.

En conclusion, une hausse de la productivité manufacturière, si elle favorise le secteur manufacturier, est néfaste pour la croissance de l'ensemble de l'économie. Seuls les profits s'améliorent pour les deux secteurs. C'est la baisse des salaires réels qui exerce un rôle central, en contribuant à la chute de la demande interne.

Les estimations économétriques d'équations de salaires conduisent à penser que, depuis 1975, la productivité manufacturière n'intervient plus significativement dans la détermination des rémunérations. Afin d'évaluer l'importance de cette modification de paramètre structurel on a renouvelé la variante de gain de productivité manufacturière en retenant une nouvelle équation de salaire où n'intervient plus la productivité. Bien évidemment, la désinflation est plus forte. Grâce au commerce extérieur l'impact sur la croissance manufacturière est légèrement plus favorable. Mais globalement la chute de la consommation s'avère encore déterminante et conduit à une réduction de la croissance.

Ces résultats confirment que de forts gains de productivité manufacturière, non redistribués dans les salaires, sont un important modérateur de l'inflation. Mais ils montrent qu'une telle hypothèse ne se justifie que dans la mesure où le dynamisme des marchés mondiaux prend le relais d'une demande interne défaillante.

Le poids des créations d'emplois dans le secteur non-manufacturier

Au sein d'une économie dont la croissance globale diminue de moitié, mais où la croissance et la productivité du secteur manufacturier restent élevées, se pose rapidement le problème de l'emploi. Ainsi, on a vu que depuis le premier choc pétrolier, c'est le secteur non-manufacturier et l'administration qui ont absorbé la main d'œuvre disponible.

On a simulé avec le modèle une augmentation des emplois dans le secteur non manufacturier de 1 % par an ex-ante (tableau IV.G, 3^e variante). Trois effets dominent cette variante : l'inertie de l'emploi dans le secteur non-manufacturier, la sensibilité des salaires réels au chômage et

l'absence de fractionnement salarial. Ces effets favorisent une augmentation des salaires réels et donc une relance de l'économie par la consommation des ménages. Ils induisent une distorsion des prix relatifs, qui pourrait être encore plus forte si la croissance des prix du secteur non-manufacturier n'était pas freinée par l'inertie de l'emploi dans ce secteur.

Finalement, c'est la relance par la consommation, qui caractérise cette variante. L'industrie est étouffée par la baisse de ses exportations et la déformation des prix relatifs, qui favorise un transfert vers le secteur non-manufacturier. En termes de profit, l'économie dans son ensemble est perdante.

Privilégier la création d'emplois dans le secteur non concurrencé défavorise le secteur exposé et est inflationniste. C'est cependant une façon de relancer l'économie. Au cours de la période 1975 à 1980, on conçoit que cette création d'emplois ait évité un ralentissement cumulatif de la croissance. Accompagnée de changements structurels plus favorables au secteur manufacturier ou à la désinflation (hausse de la productivité manufacturière, ralentissement des gains de pouvoir d'achat), la création d'emplois peut être un moyen efficace de freiner le chômage sans empêcher l'économie japonaise de rester compétitive.

L'impact désinflationniste d'une baisse des salaires

Une variante de baisse des salaires de 1 % par an permet d'évaluer l'impact d'une politique des revenus restrictive. Les résultats sont fournis dans le tableau IV.G (6^e variante).

C'est la baisse de la consommation qui est l'effet dominant de cette variante. Cette baisse entraîne un ralentissement de l'ensemble de l'économie. La désinflation est modérée. Elle est cependant plus importante à court terme que dans le cas de la variante de hausse de la productivité manufacturière. L'impact sur la balance commerciale en volume est donc ici légèrement plus fort. Enfin, il s'avère qu'une baisse des salaires réels n'a pas d'effet perceptible sur le chômage.

Deux conclusions peuvent être tirées de cette variante :

— entre 1975 et 1980, on a vu que les salaires réels ne progressaient plus que de 1,9 % l'an en moyenne, contre 7,4 % entre 1960 et 1973. Les explications suggérées par l'économétrie sont que les gains de productivité manufacturière ne sont plus redistribués et que le chômage joue un rôle plus important dans la formation des salaires. Le prix à la consommation a fléchi de 1,3 % entre les périodes 1970-1973 et 1975-1980, et les salaires réels de 6,8 %. La variante indique que cette baisse des salaires réels est le facteur explicatif privilégié de l'évolution plus modérée de l'inflation.

— mais cette baisse des salaires réels empêche l'économie japonaise de s'appuyer sur les facteurs internes de la demande. D'après le modèle, une baisse de 6,8 % du pouvoir d'achat des ménages correspond à une baisse de 3,4 % de la consommation.

Ces résultats sont proches de ceux constatés au cours de la période 1975-1980.

2. Bilan des simulations et éléments de prospective

Les différentes variantes présentées ici peuvent être utilisées pour évaluer, comme cela a été fait pour les États-Unis, la nature des dynamiques et des arbitrages à l'œuvre au sein de l'économie japonaise.

Dynamiques macroéconomiques

Il apparaît que, contrairement aux États-Unis, la réussite du Japon après le premier choc pétrolier trouve bien son origine dans une complémentarité entre un secteur exposé, concurrencé, et un secteur abrité, non contraint dans la formation de ses prix.

D'un côté le secteur manufacturier, qui retrouve dès 1975 un rythme de progression élevé de la productivité du travail mais voit le taux de croissance de sa valeur ajoutée ralentir durablement, est amené à réduire très nettement ses effectifs. C'est d'abord sur cette industrie très productive, dont la rentabilité s'améliore, que repose la compétitivité internationale du Japon. De l'autre côté, le secteur non-manufacturier absorbe l'essentiel de la force de travail et contribue par là même à la stabilisation du chômage et de la demande interne. L'accentuation de l'écart de productivité entre les deux secteurs qui en résulte trouve sa contrepartie dans une forte croissance du coût salarial relatif du secteur non-manufacturier. On assiste ainsi à une aggravation de la baisse tendancielle des termes de l'échange interne de l'industrie.

Une telle complémentarité trouve ses sources tant dans le type de spécialisation internationale de l'économie japonaise que dans le caractère original qu'y revêt la gestion de la force de travail :

— la dynamique de l'industrie japonaise repose essentiellement sur sa capacité à développer des parts de marché à l'exportation qui sont directement fonction de la compétitivité du prix de ses produits. Dans un tel contexte la recherche de gains de productivité toujours accrus joue un rôle crucial ;

— l'emploi au Japon se caractérise par sa forte inertie en particulier hors des activités industrielles. L'amélioration de la productivité manufacturière

a, en conséquence, moins qu'ailleurs pour contrepartie immédiate un développement du chômage.

Dans le cas des États-Unis les variantes réalisées évaluent à 0,4 % l'augmentation du taux de croissance des emplois non-manufacturiers qui permet d'absorber l'accroissement du chômage induit par une accélération de 1 % de la productivité manufacturière. Pour le Japon, à une même progression de 1 % du taux de croissance de la productivité manufacturière ne correspond plus que 0,2 % de progression de la croissance des emplois non-manufacturiers. La situation est ainsi nettement plus favorable du point de vue de la régulation intersectorielle de l'emploi.

TABLEAU IV.9 — Gains de productivité dans le secteur manufacturier et création d'emplois dans le secteur non-manufacturier*

	Secteurs	0-5 ans	5-10 ans
Taux de croissance annuels moyens :			
— Valeur ajoutée	manufacturier	0,2	0,6
	non-manufacturier	0,2	0,6
— Prix à la consommation	—	0,6	0,5
— Terme de l'échange interne	—	-2,3	-2,6
— Prix de production	manufacturier	-0,1	-0,2
— Exportations	manufacturier	0,0	0,3
— Consommation	—	0,3	0,7
Niveau moyen :			
— Taux de profit	manufacturier	0,1	1,0
— Taux de chômage	—	0,0	0,0

* On a simulé ici l'impact d'une hausse de 5 % de la productivité manufacturière combinée à une augmentation de 1 % du rythme annuel de création d'emplois dans le secteur non-manufacturier.

Cette complémentarité, comme le montre le tableau IV.9, s'accompagne d'une déformation importante des prix relatifs. Ainsi, l'évolution atypique des termes de l'échange interne de l'industrie japonaise qui continuent à se dégrader après 1973 semble devoir être liée à une dynamique spécifique. Les gains de productivité réalisés par un secteur manufacturier très contraint par l'extérieur bénéficient à l'ensemble de l'économie. Cependant, la forte croissance qui résulte de l'avantage compétitif externe ainsi acquis permet d'assurer malgré tout une progression des profits industriels.

Le redressement qui suit le premier choc pétrolier de 1975 à 1980 est marqué par un net freinage des salaires réels et surtout par une quasi disparition du lien qui unissait salaires et productivité dans le secteur

manufacturier. Si l'on modifie en conséquence, la relation de formation des salaires du modèle, les résultats que fournit une variante analogue à celle présentée dans le tableau IV.9 s'avère encore plus favorables à la rentabilité industrielle et donc à la stabilité du mécanisme de transfert intersectoriel des gains de productivité. En fait, les limites de cette dynamique ne sont pas internes au fonctionnement de l'économie japonaise; elles tiennent à l'évolution de l'économie mondiale. La complémentarité entre les deux secteurs, qui a permis une croissance de l'économie supérieure à celle de l'ensemble des pays de l'OCDE entre 1975 et 1980, a été remise en cause par le ralentissement de la croissance mondiale, et les réactions protectionnistes des principaux pays. Une telle conjoncture tend à limiter grandement la plausibilité d'enchaînements qui permettent au secteur manufacturier de tirer l'ensemble de l'économie grâce à ses succès extérieurs.

On peut de même se demander si l'évolution de l'économie mondiale ne remet pas en cause l'impact bénéfique que semblait avoir une dépréciation tendancielle du yen. En effet si le Japon est obligé de freiner son expansion sur les marchés mondiaux, la seule conséquence d'une dévaluation est une accélération de l'inflation.

Le recentrage vers la demande interne

Les responsables japonais prennent conscience du fait que la prospérité de l'économie mondiale est essentielle à l'existence du Japon, et que celui-ci doit jouer un rôle actif dans la stabilité et le développement des institutions internationales, et s'«internationaliser»¹³: (investissement à l'étranger, ouverture à l'importation, rôle du yen, développement de l'information et des communications...).

Si l'on étudie les scénarios prospectifs réalisés par les différents organismes japonais, on constate que le gouvernement s'est fixé deux principaux objectifs¹⁴: l'instauration d'une «welfare society» et un recentrage de la croissance sur les composantes de la demande interne. A côté de ces changements d'ordre plutôt structurel, les objectifs quantitatifs sont les suivants: des taux de croissance toujours supérieurs à ceux des pays développés, grâce à un dynamisme de la consommation des ménages, une stabilité de la part de la consommation publique (on a déjà vu le problème de déficit budgétaire auquel est confronté le Japon), et le maintien de faibles taux d'inflation.

Les résultats du modèle soulignent les difficultés inhérentes à un recentrage de l'activité sur les composantes de la demande interne,

13. Japan in the year 2000, EPA, janvier 1983.

14. «Scénarios 1990», décembre 1981, EPA, «World economy and Japan in 1990», février 1980, JERC.

compatible avec une diminution de la part du déficit public dans le PIB, et une maîtrise de l'inflation. En effet relancer la consommation des ménages nécessite une augmentation du pouvoir d'achat des salariés. A une augmentation de 1 % de la progression des salaires réels, correspond, à moyen terme, une accélération de la consommation de 0,5 %, mais aussi une augmentation de l'inflation de 0,6 % (tableau IV.G). D'autre part, une diminution des dépenses budgétaires de 1 % (en pourcentage du PIB), ralentit le taux de croissance de la consommation des ménages de 0,5 % et l'inflation de 0,10 %¹⁵. Cependant si la baisse du prix de l'énergie continue, il sera plus facile à l'économie japonaise de favoriser la relance de la consommation des ménages tout en limitant les conséquences sur l'inflation. En effet, une baisse annuelle de 5 % du prix de l'énergie permet un ralentissement du prix à la consommation de 0,4 %.

Compte-tenu de ces différentes remarques, il semble que le Japon détienne plusieurs atouts positifs dans son jeu :

- la possibilité de recentrer la dynamique économique sur ses composantes internes, en augmentant le pouvoir d'achat des salariés ;
- la poursuite de la maîtrise de l'inflation en continuant les efforts de restructuration entrepris depuis le premier choc et en bénéficiant d'une baisse du prix de l'énergie ; la réduction du déficit public étant aussi un élément favorable à cette maîtrise ;
- enfin la possibilité de continuer à bénéficier de la complémentarité entre les deux secteurs de l'économie. Comme dans le cas d'une dépréciation du yen, un tel processus se trouve limité par la contraction des échanges mondiaux et l'évolution du partage des marchés étrangers.

L'utilisation d'un modèle macroéconomique bisectoriel ne permet cependant pas de répondre à plusieurs questions fondamentales qui ont été évoquées ci-dessus :

- Comment le gouvernement japonais réduira-t-il le déficit public ? Nombreux sont ceux qui reprochent aux autorités de subventionner l'agriculture, et plus particulièrement les producteurs de riz.
- Comment et à quelle vitesse se fera la réforme fiscale tant attendue ?
- Dans quelle mesure les autorités japonaises ont-elles la maîtrise du taux de change de leur monnaie ?¹⁶

15. Les variantes présentées dans le tableau IV.G correspondent à une hausse des dépenses budgétaires et une baisse des salaires réels. L'effet des variantes opposées sont très proches de ce qu'on obtient en inversant tous les signes des résultats fournis.

16. Sur ces sujets, le lecteur pourra se reporter aux articles consacrés au Japon dans *Économie Prospective Internationale*, n° 15, 3^e trimestre 1983.

En 1982 le yen a, pendant plusieurs mois, eu tendance à se déprécier alors même que la balance des paiements courants était excédentaire. Une des raisons invoquées a été la forte sortie de capitaux, encouragée par d'importants différentiels de taux d'intérêt. Les autorités japonaises sont ici confrontées à des impératifs intérieurs et à des objectifs extérieurs contradictoires¹⁷. Une remontée des taux d'intérêt qui permettrait de soutenir la parité du yen aurait des conséquences néfastes sur l'investissement intérieur. D'autre part, le gouvernement semble vouloir favoriser des investissements à l'étranger qui permettent aux industriels japonais de contourner les barrières commerciales et douanières instaurées par plusieurs de leurs partenaires commerciaux.

— Enfin, quel sera l'impact macroéconomique des changements structurels concernant le consensus social ?

17. OCDE, «Études Spéciales: le Japon», juillet 1982.